CIFE note de recherche n°19

Arnaud Leconte, 1st July 2015*

Pauvreté dans l'espace Euro-MENA: au-delà de mare nostrum quelle politique de développement Euro-MENA?

Introduction

La pauvreté est multidimensionnelle. Dans sa définition la plus simple, elle caractérise le manque de revenu du ménage (ou de consommation) en mesure absolue. Le seuil correspond en général à un panier de consommation avec une ration calorique minimale. L'Europe fait exception avec un seuil relatif, équivalant à 60% du revenu médian. Concrètement, à l'exemple de la France étant donné que le niveau de vie médian est en 2015 de 1.645 euros par mois, 60% de cette somme correspond à un seuil de pauvreté de 987 euros.

En revanche les Etats-Unis ou le Canada ne sont pas sur cette logique. Ils utilisent un seuil absolu, niveau de revenu en dessous duquel ils estiment qu'on ne peut plus manger, s'habiller et se loger de manière à rester en bonne santé. Aux Etats-Unis par exemple, pour une personne seule, le seuil de pauvreté est l'équivalent de 910 euros.
Ainsi, même le seuil "absolu" varie avec la richesse des pays. La Banque mondiale a choisi 1,25 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat ajusté $ US de 2005, moyenne des seuils des quinze pays les plus pauvres. Le taux de pauvreté par tête mesure la proportion de ménages dans un pays vivant en dessous de ce seuil de pauvreté international.

Plus généralement, la pauvreté signifie l'incapacité de répondre aux besoins de base, notamment la nourriture, des abris, des vêtements, de l'eau et de l'assainissement, l'éducation et les soins de santé. En ce sens, la pauvreté reflète généralement une combinaison de la pauvreté sur le revenu au niveau du ménage et de la pauvreté au niveau de la communauté dans la fourniture des infrastructures de base et les services publics. En principe, une carte complète de la pauvreté serait d'identifier les personnes vivant dans la pauvreté en raison des faibles revenus des ménages ou des services communautaires inadéquats, et permettrait d'identifier des solutions ciblées à la pauvreté fondée sur la nature précise de la pauvreté. Ce type d'analyse peut être fait au niveau local et national, mais les données requises n'existent pas au niveau mondial.

Pauvreté relative en Europe

Depuis la crise, les écarts de richesse se creusent dangereusement en Europe. Très fortement touchés par la récession, les pays du Sud ont décroché par rapport à ceux du cœur et du Nord du continent. De 2008 à 2013, le nombre de personnes pauvres a beaucoup augmenté au Sud du Continent, passant de 3 millions à 3,9 millions en Grèce (+30%), de 11,1 à 12,6 millions en Espagne, ou encore de 15 à 17,3 millions en Italie. En Grèce, la pauvreté continue à augmenter et touche ainsi plus de 30% de la population en 2015.
L'Europe de l'Est, qui a échappé à la crise des dettes souveraines, s'en sort mieux. De 2008 à 2013, le nombre de personnes en difficulté est ainsi passé de 11,5 à 9,7 millions en Pologne, et de 9,4 à 8,6 millions en Roumanie.
La France est dans une position intermédiaire: la pauvreté a augmenté sans flamber (de 11,1 à 11,2 millions de personnes). La pauvreté a même augmenté en Allemagne, pourtant première économie de la zone euro, pour atteindre son plus haut niveau depuis la Réunification en 1990, passant de 15% en 2012 à 15,5% en 2013 (12,1 millions de personnes en 2012, 12,5 millions en 2013, pour une population totale de 80 millions d'habitants). Familles monoparentales, retraités et de nombreux mineurs sont les plus touchés. 43% des familles monoparentales et presque 60% des chômeurs sont classés comme pauvres, avec un revenu inférieur à 60% du revenu médian.

La nette réduction des écarts de richesse entre l'Europe du Sud et celle du Nord, qui a eu lieu de 2000 à 2008, n'était pas soutenable. En effet, pendant cette période, les salaires et les dépenses sociales ont augmenté en Espagne, au Portugal ou en Grèce, sans que la productivité ne progresse. Résultat, la compétitivité de ces pays s'est dégradée, ce qui a été un des facteurs déclenchants de la crise.

Les politiques de redressement des comptes publics mises en œuvre dans ces pays ont aggravé les choses. Certes, ces pays ont mené des réformes structurelles, sur le marché du travail, les retraites. Mais ils ont aussi coupé dans les dépenses de santé et d'éducation, qui préparent l'avenir: de 2008 à 2012, les dépenses par élève ont baissé de 7% en Grèce et de près de 4% en Espagne. L'accès à la santé s'est souvent dégradé. En 2012, 8% des Grecs n'ont pas pu avoir un examen ou un traitement médical comme cela aurait été nécessaire, contre 5,4% en 2008.
Du fait de cette baisse des dépenses dites d'investissement social, les pays d'Europe du Sud sont les plus exposés à un risque d'affaiblissement de leur potentiel de croissance, dont une érosion de leur capital humain.
En tous cas, les objectifs que s'étaient fixés les pays de l'Union en 2010 pour l'horizon 2020 en terme de réduction de la pauvreté et de hausse de l'emploi (sortir au moins 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'horizon 2020) risquent fort de ne pas être atteints. Or la convergence des niveaux de vie était bien un des objectifs de la construction européenne.

Où vivent les plus démunis?

En utilisant la mesure de la pauvreté monétaire extrême de la Banque mondiale, environ 1,2 milliard de personnes vivent dans l'extrême pauvreté. Environ 26%vivent dans des pays à faible revenu, principalement dans le Sous-Sahel, selon la classification de la Banque mondiale (moins de $ 1025 PIB par personne en 2011).

La forte proportion (74%) des pauvres vivants dans les pays à revenu intermédiaire tels que la Chine, l'Inde et l'Indonésie n'est pas tout à fait surprenante, étant donné que les pays à revenu intermédiaire représentent environ 86% de la population du monde en développement. Les pays avec des revenus moyens faibles qui sont le foyer de la plus grande proportion de personnes pauvres du monde ne sont pas sortis une fois pour toute de la zone des pays où l'extrême pauvreté peut être endémique. Le Nigéria, et beaucoup de pays du Sahel font face à d'énormes défis pour maintenir une croissance économique haute et inclusive, compte tenu de l'évolution démographique, de l'environnement, et de facteurs sociaux très difficiles.

L'Afrique subsaharienne reste la région la plus pauvre du monde et celle avec le plus haut taux de pauvreté extrême (environ 48%). Le Moyen Orient et l'Afrique du Nord représente une part beaucoup plus faible de 0,7% et diffusé surtout dans les parties isolées des centres urbains. Ces zones de pauvreté posent de graves défis humanitaires et sociaux pour les personnes et les lieux concernés, et sont une grande proportion du défi européen global.

Quand on observe dans tous les indicateurs de la pauvreté , dans le tableau 2 , l'Afrique sub -saharienne (avec l'Asie du Sud) est un des deux centres de la pauvreté mondiale et les deux régions exigeants le plus un soutien international .

Région	Afrique Sub-Saharienne	Asie du Sud	Asie de l'Est	Amérique Latine et Caraïbes	Moyen Orient et Afrique du Nord	Monde
Millions de Pauvres	376	546,5	265,4	35,3	8,5	1233,8
% des pauvres par rapport à la population mondiale	30,5	44,3	21,5	2,9	0,7	100
% d'extrême Pauvreté par rapport à la population de la région	47,5	36	14,3	6,9	2,7	22,8

Tableau 1: extrême pauvreté monétaire ($ 1,25 seuil de pauvreté de la Banque mondiale, 2008)

De ces deux régions, l'Afrique subsaharienne, à plus faible revenu que l'Asie du Sud, fait face à des défis et des besoins plus critiques. Alors que les deux régions représentent environ 45% de la population des pays en développement, ils représentent pour une proportion beaucoup plus élevée de la pauvreté dans ses diverses manifestations, généralement bien plus de 70%:

- *75% de la pauvreté de revenu*
- *63% de la faim chronique*
- *72 % des enfants de l'école*
- *75% des adultes analphabètes*
- *86% des personnes vivant avec le VIH / SIDA*
- *94% + des décès dus au paludisme*
- *84% de la mortalité des moins de 5*
- *86% de la mortalité maternelle*
- *87% de ceux qui pratiquent la défécation en plein air*
- *73 % des enfants chétifs*

1 Nous soulignons le caractère approximatif de ces calculs, étant donné les nombreuses incertitudes dans les données sous-jacentes .

Causes fondamentales de la pauvreté

Les nombreuses causes fondamentales de la pauvreté extrême comprennent:
(1) Les condition géographiques défavorables:
La Corne de l'Afrique et du Sahel sont des exemples de régions où les conditions géographiques très défavorables: enclavés, généralement dépourvu de combustibles fossiles, hyper -arides et sujet à la sécheresse et aux maladies tropicales endémiques, notamment le paludisme et la méningite.

(2) un conflit violent prolongé et des sanctions internationales
L'incidence de l'extrême pauvreté est fortement corrélée avec les conflits violents et de l'instabilité. La Syrie est réduite à la misère du fait de cinq années de conflit presque continu. De même, l'économie de l'Erythrée a été ravagée par une dictature et des épisodes répétés de sanctions internationales.

(3) le gouvernement despotique et la mauvaise gouvernance
La mauvaise gouvernance, y compris des niveaux élevés de corruption et une mauvaise allocation des ressources au détriment des besoins des pauvres d'un pays, sont un déterminant important de l'extrême pauvreté. L'Egypte est le cas par excellence de la règle despotique menant à l'extrême pauvreté, malgré le potentiel économique favorable. Le non-respect par certains des pays riches en ressources naturelles en Afrique du Nord comme l'Algérie d'utiliser leur richesse afin de surmonter les inconvénients d'une géographie défavorable est un autre exemple de la mauvaise gouvernance. Plutôt que de servir l'investissement, la rente pétrolière algérienne, plus de 35% du PIB en 2013, a financé le budget courant. Or, les réserves pétrolières s'épuisent et le prix du pétrole à 70 dollars le baril ne couvre plus les dépenses algériennes. Les généraux, qui s'approprient les richesses énergétiques aux dépens du reste de la population, parent au plus pressé en approvisionnant les villes. L'Algérie est ainsi devenue le deuxième importateur mondial de blé en 2015.

(4) le genre et la discrimination ethniques ou sociale
Les peuples autochtones (environ 400 millions dans le monde) et d'autres groupes exclus ont été confrontés à des siècles de discrimination extrême et l'exclusion sociale. En conséquence, ils ont tendance à vivre dans les parties les plus reculées du pays (géographie défavorable voir ci-dessus) et constituent une proportion particulièrement élevée de l'extrême pauvreté, en particulier en Asie. Les filles et les femmes continuent d'être victimes de discrimination extrême dans les pratiques sociales et les droits juridiques (par exemple le droit à un titre de propriété) dans de nombreuses régions du monde, ce qui augmente le risque d'extrême pauvreté pour les ménages.

(5) Les taux de fécondité extrêmes (6 ou plus)
Les zones rurales dans de nombreuses parties de l'Afrique subsaharienne ont des taux de fécondité total de 6 ou plus. Ces taux élevés résultent de la culture (principes religieux, discrimination entre les sexes), l'absence de la scolarisation des filles, une mortalité infantile élevée (conduisant à des choix de fécondité élevé des ménages), et l'indisponibilité des contraceptifs et des services de planification familiale. De hauts taux de fécondité sont l'un des plus importants déterminants de la pauvreté extrême, car ils réduisent l'investissement des ménages dans la santé et l'éducation de ses enfants, ainsi que les investissements par habitant du gouvernement dans les infrastructures et les services sociaux qui peuvent réduire la pauvreté.

(6) Le manque d'accès à la terre
La plupart des ruraux pauvres en Afrique possèdent trop peu des terres. Le manque d'accès à la terre et un manque d'activité lucrative et de possibilités d'emploi peuvent constituer un élément important de l'extrême pauvreté.

Stratégie anti-pauvreté dans un monde globalisé

Les objectifs post-2015 des Nations Unies incluent l'ambition de mettre fin à l'extrême pauvreté. C'est certainement faisable d'ici à 2030. Entre 1990 et 2010, le Taux de Haute Pauvreté (THP) dans le monde en développement est passé d'environ 44% à 22%. Les conditions pour la réduction de la THP proche de zéro sont favorables si les stratégies sont bien conçues et mises en place.

La nature de la pauvreté et les implications politiques sont un peu différentes dans le cas de personnes pauvres dans les pays à faible revenu (en Afrique subsaharienne principalement), et au Moyen Orient et en Afrique du Nord. Dans le cas de personnes pauvres dans les pays pauvres, le gouvernement national n'a pas la base de ressources intérieures pour briser le piège de la pauvreté sur leur propre sol. En outre, il ne peut y avoir quelques opportunités pour soulager la pauvreté grâce à la

migration interne des régions pauvres vers les régions riches au sein du pays (comme dans les zones rurales pauvres vers les zones urbaines dynamiques). Dans le cas de gens pauvres vivant dans les pays à revenu intermédiaire, en revanche, les gouvernements disposent davantage de ressources domestiques pour investir dans la réduction de la pauvreté, et il s'offre plus de possibilités aussi bien de migration interne, généralement des zones rurales vers les zones urbaines.

Les tendances et niveaux de sous-alimentation en Afrique du Nord sont très différents de celles dans le reste du continent. La région a atteint des niveaux au-dessous de 5% selon les projections pour 2014-16. Selon les tendances actuelles, la région est proche de l'éradication de l'insécurité alimentaire sévère.
L'accès subventionné à l'alimentation est un élément central de la politique dans la région, avec des prix des aliments de base qui reste faible dans de nombreux pays, même lorsque les prix mondiaux connaissent des pics. Tandis que la durabilité de ces mesures peut être mise en doute, ils ont a contribué à maintenir les niveaux de sous-alimentation faible, en fournissant de grande quantité de calories à moindre coût. L'accent sur les calories, cependant, a laissé les problèmes de qualité alimentaires largement négligée, donnant lieu à d'autres formes de malnutrition, dont la prévalence du surpoids et de l'obésité. En outre, la région demeure exposée à l'l'instabilité politique et économique. Certains pays sont fortement dépendants des importations de produits alimentaires, et leur base de ressources limitées, couplé avec la croissance rapide de la population , suggère que la dépendance des importations restera une caractéristique de la région dans le futur, malgré les efforts pour accroître la productivité agricole.

En Afrique sub-saharienne , moins d'un sur quatre personnes ,ou 23,2% de la population d'après la FAO, est estimée être sous-alimentées sur la période de 2014-16 . Ceci est la plus forte prévalence de sous-alimentation pour toute la région et, avec environ 220 millions de personnes affamées en 2014-16 , le deuxième plus lourd fardeau en termes absolus . En fait, le nombre de personnes sous-alimentées a même augmenté de plus de 20 millions entre 2005-2007 et 2014-16 . Cette augmentation reflète le taux de croissance de la population remarquablement élevé de la région de 2,7% par an. La lenteur des progrès dans lutte contre la faim au cours des années est particulièrement inquiétante. Alors que la famine est tombée assez rapidement entre 2000-02 et 2005-07 , ce rythme a ralenti dans les années suivantes , reflétant des facteurs tels que la hausse des prix alimentaires , les sécheresses et politique instabilité dans plusieurs pays .

L'Afrique subsaharienne est confrontée à un énorme fardeau de besoins d'investissement, de construction d'infrastructures de base (électricité, routes, rail, eau et assainissement, de la fibre optique, et plus encore), ainsi que la nécessité de surmonter les déficits d'énergie, le fardeau de la maladie, de l'irrigation, et d'autres vulnérabilités aux changements climatiques. Un taux de fécondité excessive signifie que l'Afrique sub-saharienne de population, autour de 856 millions (2010), est sur une trajectoire de dépasser les 3,3 milliards en 2100, sur la base de prévision moyenne de fécondité de l'ONU. Une population proche ou à ce niveau signifierait la dévastation des écosystèmes et de ses habitants pauvres de l'Afrique, en particulier face à des risques croissants du changement climatique induit par l'homme.

Hautement prioritaires les défis anti-pauvreté de la région comprennent:

· Le financement des infrastructures (électricité, routes, rail, eau et assainissement)
· La couverture des soins de santé universels
· La réduction des taux de fécondité au-dessous de 3,0 (à partir d'une moyenne actuelle de 4,8, et beaucoup plus élevé dans les zones rurales)
· L'accès universel à l'éducation à travers le niveau secondaire
· Mise à niveau de l'agriculture rurale par le soutien aux petits agriculteurs
· Amélioration de la gouvernance et la responsabilité de rendre ce qui précède possible

Tous ces éléments sont une action pratique et réalisable. Ensemble, ils permettront à l'Afrique à la fois rurale et urbaine à sortir du piège de la pauvreté.

Toutefois, la transition démographique africaine se fait dans un monde globalisé bien différent du 19ème et du 20ème siècle. La région MENA est soumise à des défis inconnus que sont le changement climatique et l'évolution globale des prix des matières premières et des biens et services.
Par le passé, les migrations des régions rurales en Europe et en Asie ont été absorbées par les secteurs

industriels et le tertiaire. En retour, la hausse des prix des matières agricoles pour nourrir les villes a permis aux campagnes de bénéficier des transferts économiques et sociaux des villes. Au XXIème siècle, la concurrence agricole globale met les paysans d'Afrique en concurrence avec les prix agricoles faibles, par exemple le riz importé d'Asie. La ruralité africaine ne bénéficie pas d'une hausse des prix des matières pour alimenter les villes. Les biens et services eux-mêmes sont soumis à des prix mondiaux, qui ne permettent pas aux secteurs industriels et tertiaires de transférer localement leurs gains de productivité.
Or, l'Europe est en forte concurrence avec la Chine dans la région MENA. Le Programme chinois de développement de l'Afrique mis en place en 2006 répond à une grande attente des pays africains. La Chine a mis en place des centres de démonstration agricoles, construit des infrastructures de transport et d'énergie. La sécurité alimentaire du continent est une préoccupation majeure de la Chine, certains d'iront pour sécuriser les investissements chinois et garantir un accès stratégique aux ressources africaines. En 2015 la Chine est très perméable aux problématiques démographiques africaines. Lors du prochain Forum de coopération Chine-Afrique en Juillet 2015 il faut s'attendre à une réorientation de la politique chinoise prenant en compte la nécessaire transition démographique de l'Afrique.

Nouvelle stratégie de développement Euro-MENA

Au-delà des faibles financements que l'Europe parvient difficilement à mobiliser dans ses opérations de lutte contre l'immigration en Mer Méditerranée, l'Europe doit mettre en place une nouvelle stratégie de développement euro-MENA.

Les gros titres des journaux en Europe sur l'immigration massive en Mer Méditerranée s'affranchissent de la réalité de migrations intra-africaines et Afrique-Moyen Orient aussi importantes que les migrations Afrique-Europe. Si l'Italie, l'Espagne et la Grèce reçoivent des flots d'émigrants, d'autres pôles d'attraction en Afrique sont plus simples, moins dangereux dans des zones régionales de libre-circulation pour les personnes. L'Afrique sub-saharienne compte ainsi plus de 3 millions de réfugiés et le seul Liban accueille un million de réfugiés syriens, qui représentent 25% de la population.

Les migrations sont pour la moitié intra-africaine, marquées par la solidarité ethnique, beaucoup dans les pays du Golfe depuis les années 2000 et dans les pays d'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie, Algérie, moins en Lybie depuis la guerre et l'instabilité chronique de la politique lybienne). L'Afrique a plus de 100 ans de tradition de départ et d'émigration (Mauritanie, Sénégal, Burkina-Faso, Afrique du Nord) bénéficiant des redistributions des émigrés. La migration vers l'Afrique du Nord est marquée par l'ambition diplomatique du Maroc dans toute l'Afrique Sub-saharienne.

L'insécurité, le risque pays, et le manque de confiance dans le gouvernement poussent les classes moyennes et aisées, plus que les plus pauvres à partir. De part la pression démographique, le développement économique doit permettre de créer 29 Millions d'emplois en Afrique tous les ans d'ici 2030. Or si la zone du Nigéria-Libéria est marquée par une urbanisation dense, l'espace sub-saharien est caractérisé par une absence de liens entre les zones et une construction territoriale qui maintient les déséquilibres.

Les facteurs critiques de développement sont ainsi le peuplement (pression dans les villes et dans les campagnes sur le foncier, dangereux pour l'équilibre social), et l'aménagement du territoire et de rééquilibrage territorial, pas assez pris en compte dans l'aide au développement.

La politique de développement doit s'éloigner d'une approche verticale et sectorielle. Ce diagnostic est partagé par les acteurs, mais la mise en place d'une politique du peuplement de d'aménagement du territoire est extrêmement lente, à l'image de l'absence complète de la CDAO près du lac Tchad où la secte Boko Haram étend sa présence.

La politique publique européenne d'aide au développement reste peu ambitieuse et faite au sommet. L'objectif d'une aide publique au développement de 0,7% du PNB établi dans les années 60, n'est toujours pas respecté, notamment par la France. Les fonds publics doivent avoir un effet catalytique et d'entrainement. Nous assistons à une montée des fonds privés d'investissement pour des partenariats publics-privés dont de nombreux fonds africains. Les fonds privés d'investissement ont de nombreux projets, mais ciblent des investissements à valeur ajoutée privée et sectorielle.

Or la politique de développement doit dépasser les stratégies sectorielles. La vision d'une agriculture très productiviste ayant comme seul objet l'auto-suffisance, doit être complétée par la mise en place d'une filière agricole décentralisée. Les variétés de plantes fourragères qui résistent à la semi-aridité de la steppe ne sont pas encore sélectionnées et produites dans la région MENA. Le retard est encouragé par le lobby des importateurs d'aliments pour bétail provenant d'Europe.

Dans un monde globalisé, la politique de développement Euro-MENA ne dispose plus de recette miracle voulant soit mettre le paquet sur l'agriculture (comme le Brésil), soit sur l'industrialisation avec le renforcement des économies industrielle (comme la Chine), soit sur les services (comme l'Inde). Elle doit faire tout en même temps et avoir une approche multi-sectorielle, participative, et territorialisée.
Elle doit combler l'absence d'outils financiers de solidarité intergénérationnel et permettre à l'Europe de définir son identité comme terre d'immigration.

Tableau 2: Indicateurs sélectionnés de pauvreté

Nombre (% du monde)	Afrique Sub-Saharienne	Asie du Sud	Afrique Sub-Saharienne et Asie du Sud, Sous-total	Moyen Orient et Afrique du Nord	World
Revenu en dessous du seuil de pauvreté (1,25 $), (en millions)	376 (31)	546.5 (44)	922.5 (75)	8.5 (1)	1233.8 (100)
Famine 2005-07 (en millions)	206 (26,5)	319,1 (20,1)	525,1 (46,7)	7 (<5)	942,3 (14,3)
Famine 2014-2016 (projections) (en millions)	220 (23,2)	281,4 (15,7)	501,4 (38,9)	4,3 (<5)	794,6 (10,9)
Enfants en dehors de l'école, 2008 (en millions)	28.9 (45)	16.9** (26)	45.8 (72)	7.2 (11)	67.5 (100)
Adulte analphabète 2005-8 (en millions)	167.2 (21)	412.4 (inclus l'Asie de l'Ouest) (53)	589.6 (75)	60.2 (8)	795.8 (100)
Personnes vivant avec le VIH, 2011 (en millions)	23.5 (77)	2.6* (9)	26.1 (86)	0.3 (1)	34.2 (100)
Décès dûs au paludisme (000s)	596 (91)	20* (3)	616 (94)	15 (2)	655 (100)
Mortalité des enfants de moins de cinq ans, 2011 (000s)	3,370 (49)	2,341 (34)	5,711 (84)	314 (5)	6,914 (100)
Mortalité maternelle, 2010 (000s)	162 (57)	83 (29)	245 (86)	7 (2)	287 (100)
Manque d' assainissement ,2010 (défécation en milieu ouvert), (000s)	214 (20)	699 (67)	913 (87)	7 (1)	1,054 (100)
Enfant en retard de croissance, moins de 5 ans ,2006-10, (en millions)	54 (28)	85 (45)	139 (73)	16 (8)	172 (100)

Remarque: % en colonnes peut ne pas correspondre à 100 en raison des arrondis
* Division approximative entre le Sud et Asie de l'Est , tel qu'établi par l'OMS et rapport de l'ONUSIDA
** Division approximative entre le Sud et Asie de l'Ouest tiré du rapport de l'UNESCO

Arnaud Richard Leconte; ph.D in finance and economics; arnaud_leconte@yahoo.fr

Sources:

http://www.oecd.org/social/income-distribution-database.htm

Agence des Nations Unies pour les Refugiés

Poverty, Sumner, IDS Working Paper 2012

Hunger, FAO, The State of Food Insecurity in the World 2015, Table 1

School, UNESCO, Education for All Global Monitoring Report 2011

Illiteracy, UNESCO Education for All Global Monitoring Report 2011

Malaria deaths, WHO World Malaria Report, 2011

Child Mortality, Levels and Trends in Child Mortality 2012, United Nations

Maternal Mortality, Trends in Maternal Mortality, 1990-2010, WHO and others

Sanitation, Progress on Drinking Water and Sanitation 2012 Update

Stunting, State of the World's Children 2012, UNICEF

Administration: Hartmut Marhold
Policy Paper / Note de recherche est publiée
par le Centre international de formation européenne,
association dont le siège est 10, avenue des Fleurs, F-06000-Nice.
© CIFE 2015, tous droits réservés pour tous pays.
www.cife.eu

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication (communication) n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

Avec le soutien du programme Erasmus+